

AU PEUPLE UKRAINIEN DE DÉCIDER LUI-MÊME DE SON SORT !

La population qui, à Kiev, il y a quelques jours encore prenait les transports et faisait ses courses dans les supermarchés, se terre désormais dans les stations de métro et les parkings souterrains devenus des abris anti-bombes, ou fuit le pays quand elle le peut. Une terrible guerre s'installe en Ukraine, que le régime russe de Poutine a décidé de bombarder et d'envahir. Il vient même de décider la mise en alerte de son arsenal nucléaire !

Poutine prétend répliquer à la politique agressive menée en Europe de l'Est par les puissances de l'Otan, mais rien ne justifie cette invasion meurtrière destinée à imposer un régime à sa botte contre un peuple qui n'en veut pas, avec en arrière-fond les rivalités entre grandes puissances, en particulier sur le gaz et le pétrole. Et ce sont les populations, d'Ukraine d'abord mais de Russie aussi, qui vont durablement subir les conséquences de ces rivalités.

Des politiques au mépris des peuples

Avec entre ses mains tous les grands médias, Poutine voudrait faire croire à la population russe qu'il mène une guerre pour « libérer » le « peuple frère » ukrainien de dirigeants « néo-nazis et drogués ». Des milliers de manifestants se sont pourtant courageusement rassemblés pour manifester contre sa politique et ont été durablement réprimés, tandis que des scientifiques, des personnalités du monde culturel ou sportif protestaient publiquement. Pas sûr donc que Poutine réussisse à ressouder derrière lui les classes populaires russes.

Le gel des biens des dirigeants et oligarques russes dans les pays occidentaux n'est que poudre aux yeux qui ne les appauvrira pas en Russie même. En revanche, les sanctions économiques décidées par ces mêmes puissances, en touchant durablement une population déjà

pauvre, pourraient aider Poutine à resserrer les rangs derrière lui comme cela a été le cas en Iran, dont les dirigeants sont toujours en place mais dont la population a durablement payé, et paye encore, le boycott imposé par les États-Unis et leurs alliés.

De toute façon, qui peut croire que c'est le sort de la population ukrainienne qui motive les puissances occidentales ? Ont-elles seulement levé le petit doigt quand Poutine a envoyé, en janvier dernier, ses troupes au Kazakhstan pour aider la dictature à y écraser une révolte des classes populaires ?

Arrêter les bras armés des multinationales

Les rapacités et rivalités économiques s'exacerbent entre « grands » dans le monde. L'actualité se focalise aujourd'hui sur l'Ukraine mais les foyers de guerre sont multiples. Chaque fois, c'est aussi l'occasion de durcissements politiques – couvre-feux et lois d'exception – pour faire taire les oppositions, bâillonner davantage les travailleurs au nom de la « défense de la patrie ».

Il n'y a encore aucun mécanisme décisif qui conduirait à une généralisation de la guerre. Mais, quand Poutine met ses armes nucléaires en état d'alerte, que Le Drian explique que l'Otan est aussi une alliance nucléaire, on peut légitimement s'inquiéter ! Personne n'a certes intérêt à déclencher le feu nucléaire, mais qui peut garantir que les salauds qui nous gouvernent n'appuieront jamais sur le bouton fatal s'ils jugent leurs intérêts de grande puissance gravement menacés par ceux d'en face ? Et, même si la guerre ne s'étend pas, les prix vont flamber, encore plus que ces dernières semaines, et les Macron et consorts vont saisir l'occasion d'en faire porter la responsabilité à Poutine !

Contre cette nouvelle guerre, lourde de menaces, au nom de frontières et d'enjeux qui ne concernent que des intérêts impérialistes rivaux, une émotion s'exprime à l'échelle mondiale. Un peu partout des manifestations ont lieu. L'union de tous les travailleurs doit se faire, par-delà ces frontières et contre ces bourgeoisies qui voudraient faire de nous de la chair à canon pour leurs guerres. En attendant :

Troupes russes, hors d'Ukraine !



Écolo, ma non troppo

La Banque postale, a voulu montrer son « engagement citoyen » en organisant, début 2021, une consultation auprès de ses salariés. Elle se vante d'avoir retenue une des idées arrivées en tête : à partir du 7 mars, celles et ceux qui utilisent pour se rendre au travail un moyen de transport « doux » (vélo, covoiturage, trottinette, etc.) auront droit à une indemnité annuelle.

En matière de transports, La Poste a du retard à l'allumage. Non seulement cela fait des années que cette indemnité, dite « prime de mobilité », a été créée par le gouvernement (laissée au bon vouloir des patrons...), mais il n'est toujours pas question de la verser aux autres agents du groupe (centres financiers, distri...).

Cela n'empêche pas La Poste de prétendre « s'engager pour l'environnement par la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». À ce rythme, la planète du souci à se faire.

(Des)intéressement

En 2021, malgré la crise sanitaire, La Poste a fait des bénéfices records. Elle dit qu'elle va nous verser, « en reconnaissance de notre engagement », une prime d'intéressement de 534,21 euros, diminués des jours d'absence (maladie...), ce qui représente 44 euros par mois.

Difficile de parler de « ruissellement » pour le personnel. D'autant que ces bénéfices reposent en grande partie sur les suppressions d'effectifs, le recours massif à la précarité et à la sous-traitance.

400 euros mensuels d'augmentation et un salaire minimum de 1 800 euros par mois, c'est ce qu'il nous faut pour pouvoir vivre aujourd'hui.

Y a plus qu'à...

« Je pense que capitalisme est dérégulé et que la répartition des richesses est trop divergente par rapport à ce qui revient au capital ». Ce n'est pas Philippe Poutou qui le dit, mais le directeur de la Caisse des dépôts, Eric Lombard, sur BFM Business. Et toujours selon lui, les salaires sont trop bas dans cette période de forte inflation. À qui le dit-on ?

Ce Monsieur est l'actionnaire principal de La Poste. À quand les actes ?

La Poste coupable

La Poste vient d'être reconnue coupable du suicide d'un collègue dans l'Orne, près d'Alençon, en 2017. Elle va devoir verser 125 000 euros à sa famille. C'est bien peu cher payé pour une politique menée tambour battant pour supprimer des emplois, dégrader les conditions de travail, bouleverser nos horaires. Car c'est bien l'accroissement de la charge de travail qui est en cause, comme l'a reconnu le tribunal. Une politique qui a rapporté deux milliards d'euros de bénéfices en 2021, alors que La Poste pleurait la bouche pleine dans tous les médias l'an dernier pour réclamer des aides de l'État.

Vol de salaire épinglé

La Poste vient aussi d'être condamnée à payer les salaires de 36 postiers de Wissous qui avaient été retenus à la suite de droits de retrait. Nous avons été 20 000 à refuser de travailler au printemps 2020 au vu du manque flagrant de précautions prises par La Poste face à l'épidémie. La Poste a voulu sanctionner certains par des retraits de salaires, mais les collègues ne se sont pas laissés faire et ont enfin obtenu réparation.

Poutou sur l'Ukraine : bien dit

Au lendemain de l'invasion des troupes russes Philippe Poutou a déclaré :

« Nous condamnons l'agression militaire que la Russie de Poutine vient de lancer contre l'Ukraine, qui ne peut avoir aucune justification. Nous dénonçons aussi les politiques de maintien et d'extension de l'Otan depuis 1991 (après donc la dissolution du pacte de Varsovie) qui manifeste, tout comme la logique de grande puissance russe, les ambitions impériales des USA et de leurs alliés, au mépris des droits des peuples.

Nous soutenons les forces sociales et politiques qui, en Ukraine, se battent à la fois contre le mépris poutinien du droit à l'autodétermination, contre la privatisation de leur pays par des oligarques et contre leur régime antidémocratique. »

Des voix contre la guerre

Malgré une répression féroce, des mobilisations anti-guerre se sont déroulées dans plusieurs villes importantes de Russie, dont Moscou, et au moins 1 800 personnes ont été arrêtées.

Les protestations se font également entendre en ligne et sur les réseaux sociaux, qui enregistrent protestations et pétitions anti-guerre émanant d'intellectuels, d'artistes, de personnel soignant, etc.

Des voix certes minoritaires mais qui prouvent qu'une partie au moins de la population russe ne se laisse pas aveugler par la propagande chauvine de Poutine.

Sale temps pour la planète

Le Giec vient de publier un nouveau rapport, qui démontre encore que la situation climatique ne cesse de s'aggraver. Si rien n'est fait, dans les années qui viennent, quatre milliards de personnes pourraient connaître une pénurie chronique d'eau en raison des sécheresses et une partie des écosystèmes, dans les régions tropicales ou polaires, risque d'être complètement anéantie.

En attendant le système capitaliste continue à nous conduire joyeusement droit dans le mur.

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

